
Témoigner, quoi qu'il en coûte

Nadjia Bouzeghrane

Ils sont journalistes à *El Watan*, au *Matin*, à *El Khabar*, au *Soir d'Algérie*, des journaux indépendants de statut privé. Ils couvrent ce qui est communément appelé «*l'information sécuritaire*». Ce n'est ni un sondage ni une enquête exhaustive que nous prétendons présenter mais seulement des témoignages de journalistes confrontés quotidiennement au problème de la violence en Algérie. Ils disent comment ils travaillent, les contraintes qui sont les leurs dans la collecte de l'information, comment ils parviennent ou pas à contourner les embûches de toutes natures auxquelles ils se heurtent, les risques qu'ils prennent pour leur vie. Ils disent leurs certitudes mais aussi leurs interrogations.

Ces entretiens ont été réalisés quelques jours avant le ramadhan (janvier 1998) et les massacres des villages de la région de Relizane (ouest de l'Algérie).

Salima Tlemçani est journaliste à *El Watan*.

"Quand il s'agit d'un massacre, l'information nous parvient par l'intermédiaire de citoyens, de relations, rarement par les services de sécurité. Je me retrouve sur les lieux sans prendre aucune précaution. Je n'y pense pas. Quand j'arrive suffisamment tôt, je glane des informations auprès des services de secours. Parfois, des agents de sécurité zélés essaient de nous éloigner. Je tiens tête. On m'écarte d'un côté, je reviens par un autre. Les premiers bilans donnés de source officielle ne reflètent jamais l'ampleur des massacres. Je ne me contente jamais de ces données. Je les recoupe avec les témoignages de la population, les bilans des

Printemps 1998

hôpitaux qui sont tenus d'afficher les listes des morts et des blessés. Quelquefois je compte les tombes. Le premier jour, les témoignages divergent parfois. Les rescapés sont sous le choc. On ne peut pas reconstituer les circonstances des tueries le jour-même. Après le choc, les survivants parlent plus calmement. Il est fréquent que ce soit les enfants qui s'expriment d'abord. Les adultes commencent par accuser l'Etat de n'avoir pas été en mesure de les protéger. Puis les langues se délient, les témoins parlent de complicités de villageois avec les terroristes et regrettent d'avoir fait confiance aux leurs. Je retourne toujours sur les lieux les jours suivants".

Ses sources d'information, Salima Tlemçani les trouve dans le réseau personnel qu'elle s'est construit au fil des faits et des années parmi "les services de police, la protection civile, les patriotes (groupes civils d'autodéfense), auprès de simples citoyens. La cellule d'information installée, il y a deux ans au ministère de l'Intérieur, ne m'a jamais donné une information. Je ne passe jamais par elle. J'utilise plus mon carnet d'adresses. Cela marche globalement bien. Une seule fois, je me suis trompée en donnant une information sur la levée de l'état d'urgence, en fait, ce n'était pas une erreur, j'avais anticipé sur la date. Une autre fois, j'avais annoncé trop tôt la mort de l'émir du FIDA, ce qui avait valu à l'édition du journal dans laquelle était rapportée cette information, d'être mise au pilon. La publication de cette information aurait nui à l'opération d'arrestation du groupe armé qui était en cours. Avec l'expérience, j'ai compris quelle est l'information qu'il faut donner immédiatement et celle qu'il faut différer parce que sa diffusion risque de compromettre l'enquête de police en cours." Concernant le massacre de Sidi Youcef, Salima Tlemçani affirme que cette localité de la capitale, située à l'entrée de la forêt de Bâinem, est isolée. "Les maisons attaquées sont dans la forêt et non pas au bord de la route. Pour ce qui est de Bentalha, dans le premier article que j'ai écrit sur le massacre, j'ai posé la question de la non intervention des forces de sécurité. Par la suite, j'ai constaté qu'à 500 m du village, ce qu'on a appelé abusivement caserne est en fait une maison de vieillesse servant de campement à une vingtaine de militaires. Avant l'attaque du village de Bentalha, les terroristes avaient miné les abords. Un véhicule de militaires qui s'apprêtaient à aller sur les lieux a sauté sur une des mines qui encerclaient le village. Il y a eu 6 morts et 12 blessés parmi les militaires. La même chose s'est produite pour des policiers parmi lesquels il y a eu un mort et six blessés. Les pertes subies par les éléments des forces de sécurité ne sont jamais communiquées. Quand j'ai la possibilité d'avoir des chiffres je les donne, eux aussi sont des citoyens et ont droit à la vie. On a aussi dit qu'il y a des casernes à proximité de Raïs, c'est faux. Dans une villa en construction il y avait 15 militaires dont 10 appelés du service national. Les terroristes étaient au nombre d'une centaine. Ouled Allel a révélé beaucoup de choses sur ces massacres. D'abord qu'il s'agit d'opérations organisées,

*concertées, avec la complicité de villageois. Des détails précis à ce sujet ont été fournis. Par ailleurs, nous sommes conscients que des citoyens peuvent nous raconter n'importe quoi. Pour atténuer ce risque, nous recoupons les informations, chaque fois que cela est possible, surtout pour les faits qu'on nous rapporte et qu'on ne peut pas vérifier en nous déplaçant nous-mêmes, parce que c'est loin, parce qu'il n'y a pas de correspondant. Les journalistes ont appris à vérifier leurs informations. Quand je ne peux pas vérifier une information je préfère ne pas la donner ou alors la donner au conditionnel. Avec le temps et l'expérience on peut se rendre compte quelles sont les sources fiables, quelle est la personne qui exagère. Les témoignages sont à prendre avec prudence. On ne se précipite pas sur le premier témoignage venu. La meilleure source, ce sont les personnes directement concernées, les rescapés ou les riverains. J'ai gardé des rapports étroits avec les villageois que j'ai approchés lors des massacres. Parfois ce sont eux qui m'appellent pour me donner une information.>
<C'est très difficile de travailler sur des sujets pareils (risques de manipulation entre autres). C'est pourquoi il faut avoir plusieurs sources et surtout des relations de confiance. Personne ne m'a jamais dit : ce sont les militaires qui nous ont assassinés. On me tient toujours le même discours, on me donne des noms. Est-ce que ceux qui doutent savent que 80% des éléments de l'ANP (Armée nationale populaire) sont des appelés de 19 à 20 ans, ce sont, eux aussi, des enfants du peuple. Dans mon quartier 20 d'entre eux ont été assassinés en un mois. C'était en 1996."*

Saïd Nemsî travaille sur le terrorisme depuis novembre 1991 (affaire de Guemmar dans le sud-est, près de la frontière algéro-tunisienne) pour *El Khabar*, quotidien indépendant de langue arabe.

"Ce sont les populations qui nous aident le plus dans nos enquêtes, même s'il arrive que nous nous fassions quelquefois insulter par des personnes excédées et dans le désarroi. Nous avons peur, c'est sûr, d'autant que nous travaillons sans aucune protection. Quand il s'agit d'une région dangereuse, il arrive que des patriotes nous guident mais, en règle générale, nous nous déplaçons seuls. Nous avons appris à acquérir des réflexes, des gestes et des règles pour assurer notre sécurité. Généralement, les gens savent qui tue. On s'informe entre collègues de différents journaux pour vérifier nos informations."

Ghania Oukazi, *El Watan*.

"Quand il s'agit de massacres collectifs, c'est la rue qui parle. Je n'ai jamais été aussi choquée que par ce que j'avais vu à Raïs. Ce jour-là le choc était tellement fort que tout le monde parlait sans être interrogé. La première question que je m'étais posée c'est comment les terroristes ont pu commettre un tel carnage pendant trois heures? Les terroristes, une centaine, avaient miné le secteur avant d'agir. Un véhicule de police avait

Printemps 1998

sauté sur une mine. Selon ma propre analyse, l'armée était en train de gérer en son sein de fortes dissensions engendrées par la libération de Abassi Madani... Avant les gens se méfiaient de la presse, hésitaient à parler mais ils se montrent plus confiants. Ils ont constaté que les journalistes se déplacent, sont sur le terrain, viennent les voir et surtout que nous rapportons ce qu'ils nous disent et ce que nous voyons, sans aucune censure de notre part. A la suite de ces reportages nous avons reçu de nombreux appels téléphoniques de la part de citoyens pour nous dire qu'on n'avait pas caché la vérité.

"La même chose pour Béni Messous. Les témoignages des rescapés sont importants. Il est évident qu'on ne peut pas tout prendre pour argent comptant. En règle générale, les gens qui témoignent ne mentent pas. Nous nous rapprochons des sources officielles tout en les confrontant avec ce que nous observons nous-mêmes. Qui tue? Quand je me déplace dans une localité et quand les gens tiennent le même discours, c'est à prendre en considération. J'ai toujours dit qu'il peut y avoir des clans mafieux qui règlent leurs comptes, qu'ils soient au pouvoir ou pas. Mais quand il s'agit de massacres collectifs, c'est flagrant. Les groupes terroristes sont originaires de ces localités, les habitants les connaissent. Il y a aussi des complicités. Quand les forces de sécurité n'interviennent pas, c'est qu'il y a un problème politique. La question, je l'ai posée. El Watan est un des journaux à poser la question de la responsabilité de l'Etat, seul garant de la sécurité des citoyens. On ne cessera pas de la poser. Il n'y a aucun doute sur l'identité des tueurs. Par contre, l'Etat est interpellé sur son devoir de protection. Les groupes islamistes armés n'ont rien à perdre. Ils vont jusqu'au bout de leur logique de mort."

Abla Chérif, reporter au *Matin*, un quotidien indépendant de langue française.

Le sécuritaire est devenu une rubrique dans les journaux. Des journalistes ont dû se spécialiser de fait. Les journalistes qui traitent de la violence terroriste sont confrontés aux mêmes problèmes: leur propre sécurité et les sources d'information. Chaque journaliste s'est constitué son carnet d'adresses. Ce ne sont jamais les responsables qui nous renseignent mais plutôt les personnes rencontrées sur le terrain et les services de sécurité. Avec eux il n'y a pas de risque de manipulation, ils ne sont pas animés par des considérations politiques. Je ne me fie jamais à une seule source. Même les bilans, il faut les vérifier. Personne ne peut détenir sur le moment le véritable bilan d'un massacre. Sous le choc, les gens peuvent l'amplifier. Il faut recouper avec les hôpitaux, les cimetières, les personnes sur place. Quand on travaille sur le sécuritaire, on est tout le temps en train de téléphoner pour savoir s'il ne s'est rien passé, pour avoir des développements...Il arrive que l'information soit dans la rue, circule de bouche à oreille. Très souvent on se retrouve sur les lieux sans réfléchir.

C'est lorsqu'on rentre surtout la nuit, que tout revient. Là, c'est mon cauchemar. C'est terrible. J'ai peur quand la nuit tombe. Dans les endroits dangereux je me fais accompagner par les patriotes ou les gardes communaux. Sans eux j'aurais été tuée plusieurs fois. Les forces de sécurité ne nous facilitent pas toujours le travail, elles font référence à des directives ou alors doivent demander le feu-vert de responsables. Parfois des barrages sont dressés autour d'un lieu de massacre pour que les journalistes ne puissent approcher. Il arrive aussi que les routes sécurisées soient fermées, on est alors obligés de faire des détours, d'emprunter des routes secondaires moins sûres, ce qui engendre des risques supplémentaires. On ne pourra s'en sortir que si les choses sont appelées par leur nom, et si on ne laisse pas la rumeur faire et s'installer."

Fouad Boughanem, rédacteur en chef au *Soir d'Algérie*.

"Même si la situation sur le terrain est rapportée et décrite, il faut un complément d'information. Les services de sécurité sont une source d'information parmi d'autres. Il n'y a pas de journalistes spécialisés dans le vrai sens du terme même si des journalistes suivent l'information sécuritaire de façon régulière. Même les responsables de journaux ne sont pas briefés es-qualité, sur le terrorisme. Cela se fait dans d'autres pays. A l'exception de l'opération militaire de Ouled Allal, il n'y a pas eu d'autre cas où les services de sécurité ont communiqué ouvertement avec la presse. Ce problème de communication se pose pour d'autres secteurs d'activité, ce n'est pas propre à la situation sécuritaire. Tout dépend du carnet d'adresses. Nous sommes dans un système qui fonctionne sur l'absence de communication publique. Dans tous les domaines on a besoin de sources. Des notes publiques, des documents publics existent mais ne sont pas portés à la connaissance de la presse. Qui va prendre la responsabilité de le faire?"

Ahmed Ancer, *El Watan*

Un des fondateurs d'*El Watan*, Ahmed Ancer faisait partie du groupe de journalistes emprisonnés pendant 2 semaines pour la publication d'un article sur l'attaque d'une caserne de gendarmerie, fin 92, par un groupe islamiste armé à Bir el Hirane (dans le sud algérien). *"Quand une information tombe sur le fil, on cherche à en savoir plus. Cela a été, à El Watan, une démarche constante. Il est vrai qu'à partir de mai 1993 le métier est devenu plus difficile du fait des restrictions imposées par les autorités. En dépit du fait qu'il est difficile de rendre compte d'un attentat contre une caserne ou un commissariat par exemple, le journal l'a fait à plusieurs reprises. La crainte de la fermeture du journal ou une sanction lourde nous a incités à être plus exigeants envers nous-mêmes, à nous entourer de plus de précautions, à multiplier nos sources d'information. Nous avons sans cesse tenté de vérifier nos informations auprès des services de sécurité. Toujours*

Printemps 1998

est-il que le métier est plus délicat. Il faut plus de temps pour avoir des informations. Ceux qui sont susceptibles d'en donner sont devenus plus prudents aussi. Mais ce qui est certain, c'est que chaque fois qu'un événement se produit, un journaliste est dépêché sur les lieux.

Nous avons été confrontés à une autre difficulté, plus grande: les attentats contre les journalistes. On ne savait pas que cela allait arriver et, que faire un journal devenait un acte de courage. C'était pratiquement aller au feu. Ce n'était pas lié seulement à l'information sécuritaire mais au fait d'être journaliste. Je rends hommage aux journalistes femmes et à leur courage, elles sont allées faire des reportages dans les quartiers les plus chauds sur les problèmes de mal-vie, de drogue...Là se posait un cas de conscience pour les responsables du journal parce qu'envoyer un journaliste sur le terrain c'est prendre le risque de le faire tuer. Il est arrivé au directeur du journal d'accompagner lui-même un journaliste qui devait couvrir un événement. Par ailleurs, pour ce qui est des reportages sur la situation sécuritaire, j'en ai fait deux ou trois sur la Mitidja, c'est une question de débrouillardise propre à n'importe quel journaliste avec tous les risques que cela comporte: tomber sur un faux barrage ou être empêché par les forces de sécurité de faire son travail. C'est lors de ces reportages que l'on récolte des informations. Je n'ai pas hésité à reproduire ce que la population considérait comme des aberrations de la part des forces de sécurité et des autorités locales. C'est là aussi que j'ai recueilli des informations selon lesquelles c'est le cousin, le voisin qui attaque. J'ai discuté avec des blessés, des survivants qui décrivaient leurs assaillants.

Je me suis suffisamment déplacé dans la Mitidja pour tenter d'avancer certaines explications. La Mitidja, c'est d'abord un immense labyrinthe avec des vergers, des brise-vents, proche de l'atlas blidéen et, à tort ou à raison, je ne sais pas, les forces de sécurité peuvent avoir des raisons de craindre de tomber dans des embuscades parce qu'elles ont subi des pertes dans ce genre d'opérations. Les terroristes, avant d'attaquer un village, préparent une embuscade de diversion sur la route. Beaucoup de villages ont été des fiefs islamistes. Comment distinguer la population qui ne s'est pas engagée des centaines d'islamistes qui peuvent collaborer avec les terroristes. Malgré cela, je pense que les services de sécurité devraient trouver le moyen d'intervenir. C'est leur mission que d'aller au secours des populations attaquées. Il me semble et, là, c'est une hypothèse, que l'armée algérienne a été déstructurée pendant 20 ans par des comportements laxistes. Le général Yahia Rahal a décrit dans son livre comment on acceptait certains élèves officiers dans les écoles.

Concernant les preuves que ce sont les islamistes qui commettent les massacres, il faut rappeler que les attaques massives de villages ont commencé au lendemain des élections présidentielles; des villages qui n'avaient plus les moyens de soutenir le terrorisme, de le financer. Pendant la campagne électorale, le GIA avait, à plusieurs reprises, mis en garde la

population pour la dissuader de voter sinon c'est la mort qui l'attendait. De même que la mort était promise aux familles dont les fils iraient au service national. Il suffit de relire ces communiqués."

Nadjia Bouzeghrane est journaliste.